

Séquence n° 10. Économie, société, culture en France depuis 1945

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

Ce thème d'étude vise à dégager l'évolution d'ensemble de la démographie, des structures économiques, du niveau de vie et des modes de vie, au sein desquels s'inscrivent le fait religieux et les pratiques culturelles. Il se nourrit de l'analyse de données statistiques et de faits et témoignages signifiants. Le repérage des rythmes et des inflexions permet de mieux comprendre cette évolution ; ainsi l'installation structurelle du chômage à partir de 1975 (890000 personnes et un dépassement du seuil de 3 %) dessine-t-elle peu à peu un nouveau paysage social, politique et culturel. Les cinquante années étudiées couvrent à la fois la **CROISSANCE** des **TRENTE GLORIEUSES** et la **RECESSION** économique après le premier choc pétrolier de 1973 ; il s'agit donc d'une période qui n'offre pas de réelle unité et certains phénomènes culturels observés dans les années 1960 ou 1970 ne se retrouvent pas dans la société française des vingt-cinq dernières années. La césure de la décennie 1970 ne se révèle donc pas systématiquement pertinente : des mutations sociales entamées durant les années 1960 l'enjambent, le PIB par habitant s'accroît autant entre 1973 et 2001 qu'entre 1950 et 1973. Si l'on peut envisager un plan chronologique concernant l'économie, cela n'est pas possible aux niveaux social et culturel. Dans un contexte d'évolutions lentes, pas toujours aisées à discerner, il serait vain de rechercher des césures significatives. Il est donc plus probant de privilégier un plan qui combine à la fois des axes thématiques et une évolution dans le temps.

- problématique :

La **CROISSANCE** est l'un des maîtres-mots de l'analyse : elle vaut pour l'espérance de vie et la population, la productivité et la production, le niveau de vie et la consommation, la formation, dont la prolongation transforme le niveau moyen d'études et de qualification de la population. De 1958 à nos jours, comment la **CROISSANCE**, commune au monde occidental, entraîne-t-elle des mutations importantes dans un pays profondément marqué par son histoire et par les pesanteurs de la tradition ?

- annonce du plan :

Nous examinerons d'abord tout au long de la période quelles sont les mutations économiques, avant d'étudier comment ont évolué les cadres de la vie quotidienne. Nous verrons enfin comment se sont parallèlement transformés les systèmes de valeurs et les pratiques culturelles.

Leçon n° 1. Les mutations des structures économiques

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

Entre la Libération et la guerre du Kippour à l'automne 1973, la France a connu une période d'exceptionnelle **CROISSANCE** des productions de l'ordre de 5% par an (l'économiste Jean Fourastié parle de **TRENTE GLORIEUSES**). Après 1973, il n'y a pas reculé des productions mais ralentissement de la **CROISSANCE**. Celle-ci est nettement moins vigoureuse, cependant elle n'est négative qu'en 1975 et en 1993 (deux ans sur trente ans). Seule la **CRISE** financière de 2008 pourrait provoquer une **CROISSANCE** négative dans les années suivantes.

- problématique :

Comment peut-on expliquer le caractère exceptionnel des « **TRENTE GLORIEUSES** » ? Quels bouleversements la **CROISSANCE** économique des « **TRENTE GLORIEUSES** » a-t-elle provoqué dans le monde du travail ? **CRISE, RECESSION** ou dépression du début du 21^{ème} siècle ?

- annonce du plan :

Nous examinerons d'abord tout au long de la période la **CROISSANCE** économique et l'évolution de la répartition sectorielle, avant d'étudier les gains de productivité et la structure de la population active. Nous verrons enfin d'autres changements.

1.1. **CROISSANCE** économique et évolution de la répartition sectorielle

1.1.1. Des changements rapides

Plus encore que d'autres pays industriels, la France connaît une grande prospérité pendant les **TRENTE GLORIEUSES**. Couplées à l'aide américaine, les nationalisations et la planification permettent de stimuler la reconstruction (« Bataille du charbon » pour augmenter la production). L'intervention de l'État favorise la modernisation (Caravelle et Concorde dans l'aéronautique). L'application du taylorisme, la concentration des entreprises (Bouygues, Danone, Aérospatiale, Saint-Gobain / Pont-à-Mousson, Pechiney / Ugine / Kuhlmann) créent des gains de productivité et font résister à l'ouverture européenne puis mondiale. La **CROISSANCE** démographique (**baby boom**, immigration, rapatriés d'Algérie) et l'**exode rural** augmentent la demande de produits de plus en plus diversifiés et de haute valeur ajoutée (automobile, électroménager, hi-fi..).

Dès son arrivée au pouvoir, de Gaulle choisit un comité d'experts dirigé par l'économiste libéral Jacques Rueff et le ministre des Finances Antoine Pinay, pour élaborer des mesures de redressement et lutter contre l'inflation (qui érode la valeur du franc), les déséquilibres du budget de l'Etat (dépenses liées à la guerre d'Algérie) et le déficit structurel du commerce extérieur (orienté jusque là vers les territoires de l'Union française et non vers les pays industrialisés). Un des symboles de ces réformes est le nouveau franc (ou franc Pinay).

D'une répartition presque égalitaire en 1954 (6,4 millions d'actifs dans l'agriculture, 6,7 millions dans l'industrie et 7,1 millions dans les services), on passe à la ventilation hiérarchisée du début du XXI^e siècle et à ses 16,5 millions d'actifs dans les services. C'est la population employée dans l'industrie qui connaît l'évolution la plus heurtée, atteignant son apogée historique en 1973 puis diminuant de 3 millions en trente ans. Un tel contraste attire l'attention sur la rapidité – voire la brutalité – des changements et sur l'importance de la chronologie.

1.1.2. Les forces et les faiblesses dans l'agriculture

Grâce à la mécanisation, à l'emploi massif d'engrais et d'insecticides et à la PAC de la Communauté économique européenne (instaurée dès 1962), l'agriculture se transforme profondément et la France devient une grande puissance agricole au milieu des années 1970.

Mais la PAC, en privilégiant la garantie des prix, a engendré une surproduction chronique. Depuis 1984, face à la concurrence internationale exacerbée et sous la pression des États-Unis, la Communauté économique européenne (CEE), devenue l'Union européenne (UE), a dû remettre en cause la politique de soutien des prix (subventions). En 1998, la Commission de Bruxelles a entrepris d'abaisser de façon sensible le prix garanti de la plupart des produits agricoles. Désormais, de nombreuses petites et moyennes exploitations agricoles ne sont plus rentables et sont appelées à disparaître. Le monde paysan connaît aujourd'hui un profond malaise aggravé par les abattages massifs des troupeaux entraînés par la maladie de la vache folle et l'épidémie de fièvre aphteuse puis la grippe aviaire.

1.1.3. Le secteur industriel et énergétique

L'industrie est le fer de lance de la **CROISSANCE**. La généralisation du taylorisme et du **fordisme** est à l'origine d'une forte hausse de la productivité. Les industries phares de la période sont le bâtiment (en 1975, on construit

presque dix fois plus de logements qu'en 1946), les industries métallurgiques (automobiles et sidérurgie) et la chimie.

La **CRISE** de 1973 a cependant souligné les faiblesses structurelles de l'industrie française : concentration insuffisante des entreprises, manque d'innovation et déficit commercial de 1987 à 1991. Pour faire face à la compétition internationale et limiter l'extension du chômage, l'État est intervenu de façon contradictoire, venant en aide aux entreprises menacées tout en faisant de la modernisation de l'appareil de production une priorité. S'agissant de la structure des entreprises, des options différentes ont également été retenues : *la gauche a nationalisé les grands groupes industriels en 1981-1982*, alors que *la droite a choisi de privatiser en 1986-1988*. Réélu en 1988, François Mitterrand a adopté le principe du « ni-ni » (ni nationalisations, ni privatisations). *À partir de 1993*, sous la 2^{ème} cohabitation, Édouard Balladur a lancé un *nouveau programme de privatisations*, poursuivi par Alain Juppé après l'élection de Jacques Chirac en 1995. Le gouvernement Jospin s'est ensuite lancé à son tour dans les privatisations.

Afin de faire face à l'augmentation de la facture pétrolière et de réduire le déficit énergétique du pays, la décision a été prise dès 1973-1974, de mettre en oeuvre une politique de réduction de la consommation et de remplacement du pétrole par l'énergie nucléaire. Ces choix n'ont pas été remis en cause avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, le rythme d'augmentation de la demande d'énergie a un peu fléchi et les centrales nucléaires fournissent aujourd'hui près de 80 % de l'électricité produite en France, contre seulement 8 % en 1973.

1.2. Gains de productivité et structure de la population active

1.2.1. L'évolution de la productivité

La productivité apparaît comme une clé et un emblème du changement : en 1973, un actif occupé crée 20 700 dollars constants de plus qu'en 1950 ; en 1998, il en crée 18 770 de plus qu'en 1973. Ce dernier trait contribue à dessiner une nouvelle France du travail. Il en est d'autres : recul du travail indépendant, augmentation de la population active, diminution de la durée du travail (à nuancer selon les périodes et les catégories), redistribution des activités collectives.

1.2.2. Les changements dans les secteurs agricoles et industriels

Les gains de productivité ont profondément modifié la structure de la population active (19 millions d'actifs en 1954, 28 millions aujourd'hui). La mécanisation et la motorisation de l'agriculture ont entraîné un effondrement du nombre des paysans qui représentent aujourd'hui moins de 5 % des actifs contre plus d'un quart en 1954. L'agriculteur devient un technicien qui a fait des études. En 1967, paraissent deux livres évocateurs. Les transformations sont telles que le sociologue Henri Mendras évoque la « **fin des paysans** », c'est-à-dire la fin d'un mode de vie. Michel Debatisse, exploitant et syndicaliste agricole (puis homme politique) intitule son ouvrage *Révolution silencieuse* pour montrer le caractère fondamental que prend cette transformation pourtant peu médiatisée.

Dans l'industrie, l'avènement de la robotique, puis les délocalisations liées à la mondialisation, ont entraîné la suppression de nombreux emplois, tandis que le recul du secteur minier était lié au faible nombre de gisements rentables. On assiste donc au recul des "cols bleus" (même si le taylorisme a multiplié les ouvriers spécialisés (OS) condamnés à un travail répétitif et abrutissant) et à la montée des " cols blancs " (techniciens, ingénieurs, cadres), à une **salarisation** croissante (chute des commerces familiaux et des indépendants, hausse des grandes entreprises) et à une désyndicalisation (8 % de syndiqués aujourd'hui). L'ensemble des ouvriers a tendance à travailler moins, à bénéficier d'une meilleure protection sociale, d'accéder à la société des loisirs.

1.2.3. La **TERTIARISATION** des emplois

Une véritable explosion des effectifs a eu lieu dans le secteur tertiaire qui emploie désormais plus de 65% de la population active. La **TERTIARISATION** de l'économie s'est accompagnée d'un essor des classes moyennes (cadres, employés) et du travail féminin. Banques, assurances, transports, télécommunications, tourisme, santé... sont des secteurs en plein développement inducteurs d'emplois dans la branche des « services ». Dans le domaine de la distribution, les **TRENTE GLORIEUSES** voient l'émergence de la « grande distribution » qui permet d'écouler la production de masse. *En 1963, Carrefour ouvre à Sainte-Geneviève-des-Bois, dans la banlieue parisienne, le premier hypermarché de France et d'Europe*. Cette évolution est caractéristique des sociétés post-industrielles et devrait se confirmer avec un accroissement des loisirs, la réduction du temps de travail et l'allongement de la durée de la vie, les "seniors" disposant souvent d'assez hauts revenus et étant par la même consommateurs de services variés.

1.3. D'autres changements

1.3.1. Des évolutions multiples

Bien des phénomènes ont eux aussi évolué rapidement et parfois brutalement : les modes de gestion et de management des entreprises successivement dominés par le modèle du **fordisme** puis par celui du **toyotisme** (gestion à flux tendus, polyvalence des salariés...), la géographie des espaces productifs industriels ou encore l'appel aux travailleurs immigrés.

1.3.2. L'essor du travail féminin

La place des femmes sur le marché du travail a d'abord été en net repli puis en expansion. La population active féminine a fortement augmenté en France dans la seconde moitié du XXe siècle. Elle double presque en valeur absolue entre 1962 et 2003, assurant l'essentiel de la **CROISSANCE** globale des actifs. Ce phénomène rapproche progressivement les taux d'activité des femmes de celui des hommes (elles forment aujourd'hui 45% des actifs, contre 33% en 1962). Cette évolution quantitative s'accompagne d'une transformation de la nature des activités des femmes. Bénéficiaires de niveaux de formation de plus en plus élevés (elles sont plus diplômées que les hommes aujourd'hui), elles occupent fréquemment des emplois qualifiés et à responsabilité jusque-là dévolus aux hommes. Les femmes sont 60 % dans le corps enseignant.

Cet essor du travail féminin est cependant resté inégal. Le sexisme est encore présent : des inégalités criantes persistent dans l'emploi salarié. A niveau de qualification égal, les femmes sont fréquemment assignées à des postes subalternes (elles ne représentent encore aujourd'hui que 1/3 des cadres d'entreprise). Les réussites individuelles de telle ou telle personnalité de sexe féminin ne doivent pas dissimuler les réalités : les femmes peuplent massivement le bas de l'échelle du salariat et elles sont davantage touchées par le temps partiel, la **précarité** et le chômage, surtout en période de ralentissement de l'activité économique.

1.3.3. L'évolution du chômage et de la **précarité de l'emploi**

La période des **TRENTE GLORIEUSES** est marquée par le plein emploi qui semble, à l'époque, avoir remis au musée le chômage qui avait traumatisé les générations d'avant-guerre. Mais le chômage a tendance à s'accroître après 1973 : 1,5 millions en 1981, 3 millions aujourd'hui (dont plus de 1 million en longue durée) soit plus de 12 % des actifs. Il touche surtout les ouvriers, les femmes et les jeunes. Depuis 1990, il touche aussi les personnes à haut niveau d'études, épargnées jusque là ; d'où l'ébranlement de certaines valeurs : ce n'est pas en faisant de longues et bonnes études que l'on va obligatoirement trouver du travail. On assiste aussi au développement des emplois précaires (intérim, CDD, contrats à durée déterminée : 1,6 million d'actifs), du travail à temps partiel, des emplois la nuit et les jours fériés ou le dimanche. La **CRISE** de mars-avril 2006 à propos du CPE (Contrat Premier Emploi) a montré les tensions existant dans la société et particulièrement chez les jeunes sur la question du chômage et de l'emploi.

Conclusion

- réponse à la problématique :

Le milieu des années 1970 marque donc une rupture majeure avec la chute de la **CROISSANCE**, la fin des certitudes économiques (échec de R. Barre puis de P. Mauroy) et la persistance d'un chômage élevé contre lequel toutes les mesures ont échoué. Toutefois, le PIB par habitant s'est autant accru de 1973 à 2002 que de 1950 à 1973. Certains secteurs d'activité connaissent même une ascension parfois fulgurante (informatique, téléphonie mobile, services aux entreprises, immobilier). On ne peut donc pas parler de **CRISE** économique ou de **RECESSION** continue, mais seulement de **CROISSANCE** ralentie (dépression pour Kondratieff). La **CRISE** est avant tout mentale (perte de confiance en l'avenir et en l'État) et sociale (marginalisation d'une partie de la population : RMistes, SDF, jeunes peu formés, femmes isolées, immigrés ; peur de la mondialisation). A la fin des années 1990, l'économie française a renoué avec la **CROISSANCE** : inflation maintenue à un niveau très bas, excédents commerciaux élevés, bénéfices record pour les grandes entreprises, **relance** des investissements et de la consommation, confiance retrouvée, entrée dans l'euro. Mais la **fracture sociale** a continué de se creuser, le taux de chômage reste élevé, et depuis 2002 l'économie française est confrontée à une nouvelle **RECESSION** de l'économie mondiale, accentuée en 2008 par la **CRISE** financière mondiale.

- ouverture du sujet :

Quels ont été les effets de la **RECESSION** sur la société française ?

La **RECESSION** a-t-elle interrompu la mutation des modes de vie ?

Quel est le retentissement des évolutions économiques et sociales sur les loisirs et la culture en France ?

Leçon n° 2. L'évolution de la population et des modes de vie

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

Les mutations économiques modifient les rapports entre les Français et leur espace de vie.

- problématique :

La société ressort-elle des mutations socio-économiques plus unifiée ou au contraire fragilisée ? A-t-elle connu l'uniformisation ou la fracture ?

- annonce du plan :

Nous examinerons d'abord tout au long de la période l'évolution démographique et ses facteurs, avant d'étudier la **CROISSANCE** urbaine et la maîtrise du territoire. Nous verrons enfin l'évolution du niveau de vie et des modes de vie.

2.1. L'évolution démographique et ses facteurs

La population a augmenté de 17 millions entre 1954 et le début du XXI^e siècle, soit plus que de 1700 à 1950. Mais une césure se situe vers 1970 : avant, la France se peuple rapidement (40 millions d'habitants en 1946, 50 millions en 1969) et rajeunit ; après, elle ralentit sa **CROISSANCE** (65 millions aujourd'hui) et vieillit. La France ne renouvelle plus ses générations (mais ses taux de fécondité sont plus élevés que ceux de la majorité de ses voisins européens).

2.1.1. L'évolution de l'accroissement naturel

Un **baby boom** de grande ampleur et de longue durée a suivi la seconde guerre mondiale : jusqu'au milieu des années 1960, plus de 800 000 enfants naissent chaque année et l'indice de fécondité oscille entre 2,6 et 3.

A partir du milieu des années 1960, la fécondité a baissé : le nombre d'enfant par femme est passé à 1,8 puis 1,6 aujourd'hui, donc largement sous le seuil de renouvellement des générations. Cette baisse qui caractérise tous les pays industriels, s'explique par des causes diverses dont les plus déterminantes ont été les changements de modes de vie, l'essor du travail féminin et le contrôle des naissances.

La mortalité générale et infantile a diminué en relation avec l'amélioration des conditions de vie, les progrès de la médecine, de l'hygiène (notamment en direction de l'enfance avec des campagnes de vaccinations, des consultations médicales dans les dispensaires, la distribution de lait dans les écoles...) et l'**institution de la Sécurité sociale en 1945**. L'espérance de vie s'est accrue mais reste différentielle : la durée moyenne de vie est plus courte pour les ouvriers que pour les cadres, et les femmes vivent en moyenne sept à huit années de plus que les hommes.

2.1.2. Le vieillissement de la population

La baisse de la natalité réduit la part des jeunes dans la population (les moins de 19 ans en formaient un tiers en 1960 ; ils en représentent aujourd'hui un quart). La diminution de la mortalité entraîne un accroissement du nombre des personnes âgées (papy boom) et pose le problème du financement des dépenses de santé et des retraites. Les aînés posent problème : la société cherche un moyen de gérer l'afflux de personnes âgées à un moment où il y a éclatement de la famille (développement des maisons de retraites, des foyers d'hébergement, et des aides à domicile), mais la solution n'est pas encore trouvée (conflit entre l'**individualisme** de la société contemporaine et la nécessité d'un encadrement pour le troisième âge et d'un professionnalisme de cet encadrement).

2.1.3. L'évolution du solde migratoire

L'appel aux travailleurs immigrés est massif et multiforme dans les décennies d'après-guerre pour satisfaire les besoins en main d'œuvre de la reconstruction puis de la **CROISSANCE** (nourrissant le second grand flux migratoire de l'histoire de France : 1,7 million d'étrangers en 1954, 3,4 millions en 1975) ; il se tarit ensuite dans les années 1970, sous le double effet du retournement de conjoncture et de l'arrivée de classes d'âge nombreuses sur le marché du travail. L'immigration est alors officiellement suspendue et des politiques de refoulement des étrangers en situation régulière (aide au retour) ou irrégulière (lutte contre les clandestins) sont appliquées. Seule subsiste une immigration de regroupement familial.

D'européenne, l'immigration est devenue asiatique et surtout africaine, les Maghrébins constituant les plus gros contingents. Bien que les effectifs des étrangers vivant en France se soient stabilisés depuis le milieu des années

1970, l'immigration est devenue l'un des grands problèmes de la société française. Nombreux sont ceux qui sont favorables à l'intégration ou à l'assimilation des étrangers dans la société française, alors que d'autres prônent leur **exclusion** au nom de la sauvegarde de l'« identité nationale ». L'**individualisme**, lié à la mise en place de la **SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION** peut déboucher sur un déficit de lien social (violences des banlieues) et par réaction sur la montée des replis communautaires.

La **CRISE** n'est donc pas le seul moteur des évolutions démographiques qui touchent le pays depuis 1975, la recherche d'un certain confort, le centrage vers l'individu plus que vers la famille en sont des éléments clefs.

2.2. La **CROISSANCE** urbaine et la maîtrise du territoire

2.2.1. **URBANISATION** massive et problèmes urbains

Immigration, arrivée des rapatriés, **CROISSANCE** naturelle, **exode rural** et mutation de l'appareil productif, tout se conjugue pour favoriser les villes, qui rassemblent aujourd'hui les $\frac{3}{4}$ de la population. Pour faire face, l'**URBANISATION** est d'abord majoritairement verticale, avant de s'épandre en vastes nappes pavillonnaires – 230 000 maisons individuelles sont construites en 1977. La **périurbanisation** désigne cette extension de l'espace urbain sur les campagnes proches des agglomérations avec le développement des « cités dortoirs » et des banlieues pavillonnaires.

Mais le développement urbain n'est pas toujours très bien maîtrisé. **LE CORBUSIER**, architecte et urbaniste français, développa avant-guerre sa conception de la machine à habiter. Condamnant l'**individualisme** des pavillons au profit d'un vivre ensemble, il proposait la construction de grands ensembles en béton armé (unités d'habitation) comprenant tout le confort moderne. Après 1945, la **CRISE** du logement (on voit encore de nombreux bidonvilles en France jusque dans les années 1960) lui a permis de concrétiser ses idées, ses immeubles attirant vite les gens des taudis. On assiste donc à la construction de grands ensembles à partir de 1950 (le HLM, le logement pour tous) puis surtout dans les années 1960 et ensuite à la concentration de la population immigrée dans ces villes nouvelles dans les années 1970 et 1980. Ces lieux deviennent des concentrations de populations touchées par la **CRISE** dans les années 1980 et 1990 : c'est la **CRISE** des banlieues avec insécurité, drogue, prostitution, dégradations. On parle de **ghettoïsation**. On critique l'isolement de ces populations et le caractère inhumain de ces constructions et on commence à détruire ces tours et barres devenues insalubres. Le succès du film *La Haine*, de Matthieu Kassowitz (1995) prouve que le malaise des banlieues est devenu une préoccupation des Français. *Les événements de novembre-décembre 2005* attestent de la persistance (voire de l'amplification) des problèmes d'**exclusion** de ces poches de pauvreté.

2.2.2. Une mobilité croissante

La **CROISSANCE** urbaine entraîne aussi une plus grande mobilité des Français depuis le début des années 1960 : mobilité quotidienne ou migrations pendulaires de travail (métro, boulot, dodo), mobilité définitive (retraités vers le sud, recherche d'un emploi). Cela aboutit à des déracinements, des mélanges et un recul des identités régionales.

2.2.3. Comment aménager le territoire ?

La **CROISSANCE** urbaine donne aussi naissance à de nouvelles manières d'occuper le territoire et à de nouveaux paysages, comme le font aussi l'avènement des hypermarchés à partir de 1963, la modernisation des infrastructures de transport ou l'équipement des littoraux. Pour valoriser l'espace national, orienter les phénomènes qui l'affectent et établir une certaine équité spatiale, une politique d'**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**, initiée vers 1960 avec la création des régions de programme et de la DATAR (Délégation à l'**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE** et à l'Action Régionale en 1963, devenue en décembre 2005 la DIACT, Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétition des Territoires), est assurée de manière volontariste jusqu'au début des années 1970 ; c'est l'un des aspects du renforcement du rôle de l'État, si sensible depuis les années 1930. Si une nouvelle politique s'affirme ensuite en matière d'aménagement, l'idée elle-même n'est pas abandonnée.

Le dépeuplement des campagnes (on parle même de désertification) touche surtout les campagnes profondes (Massif Central, Bretagne, Alpes du sud) ; en effet, on assiste à un mouvement inverse vers les campagnes proches depuis le début des années 1980 (**rurbanisation**). De plus, ce sont surtout les villes moyennes et petites qui bénéficient de l'**exode rural** : il n'y a que 4 agglomérations millionnaires en France et un gros écart existe entre la première (Paris, 10 millions) et la seconde (Lyon, 1,5 million). Se pose donc la question de savoir comment valoriser les métropoles régionales sans affaiblir Paris et sans provoquer un exode des campagnes profondes vers ces métropoles de province.

2.3. L'évolution du niveau de vie et des modes de vie

Ce nouveau rapport aux lieux est l'un des facteurs ayant modifié les choix et les modes de vie, marqués par une mutation proprement inimaginable au sortir de la guerre. Celle-ci affecte la structure familiale, la place et la situation matérielle des plus âgés et, dans un autre registre, la consommation, le confort de l'habitat, l'équipement matériel, l'ampleur des déplacements de toute nature, etc. Réfrigérateur, téléviseur, machine à laver le linge sont les trois grands produits phares des **TRENTE GLORIEUSES**, avec l'automobile. Alors que ne circulait qu'un million de véhicules en 1946, c'est plus de 15 millions qui sillonnent en 1975 les routes et les autoroutes nouvellement construites.

2.3.1. L'amélioration des conditions de vie

Depuis 1945, les salaires ont augmenté, la durée du travail a diminué (40 heures en 1946, puis 39h en 1982 puis 35h sous Jospin mais aujourd'hui en partie abandonnées), celles des congés payés est passée de 2 à 4 semaines en 1963 puis 5 semaines en 1982, l'âge de la retraite a diminué (65 ans puis 60 ans en 1982 mais repassé de 60 à 65 ans sous le gouvernement Raffarin), les droits des travailleurs se sont affirmés.

Globalement, on observe une nette amélioration des conditions de travail des Français jusque dans les années 1990. Depuis, le prolongement de la **CRISE** remet certains acquis en question : le rapport de force patron / salariés s'est inversé en faveur du patronat avec parfois réduction du salaire pour faire survivre les entreprises (abus dans certains cas).

2.3.2. La **SOCIETE DE CONSOMMATION**

La **SOCIETE DE CONSOMMATION** se caractérise par l'amélioration du niveau de vie et la transformation des budgets des ménages. La part des dépenses alimentaires a diminué au profit des dépenses consacrées au transport (essor de l'automobile) et à l'habitat avec les progrès du confort, la multiplication des appareils électroménagers et des résidences secondaires. L'allongement du temps consacré aux loisirs a permis le développement du tourisme ainsi que la diffusion des pratiques culturelles (maisons de la culture) et sportives (sports d'hiver, voyages). L'amélioration du niveau de vie des plus de 60-65 ans constitue l'un des tournants les plus nets.

Mais la **SOCIETE DE CONSOMMATION** a engendré de nouveaux maux qui ont été dénoncés par le mouvement de contestation de mai 1968 (voir la figure de **DANIEL COHN-BENDIT**). S'émancipant des autorités traditionnelles (famille, Églises, armée, enseignants, pouvoir politique), la jeunesse du **baby boom** veut des réformes peu à peu acceptées par la loi : travail féminin, égalité homme / femme, libéralisation de la contraception puis de l'avortement, union libre... Tandis que l'audience des syndicats s'amenuisait, le souci d'une meilleure qualité de vie a aussi entraîné l'essor des mouvements écologistes. En 1971, un rapport titré *Halte à la **CROISSANCE*** est publié par le Club de Rome : les auteurs y accusent la **CROISSANCE** démographique et celle de la consommation d'épuiser les ressources et d'augmenter la pollution. D'où pour eux la nécessité de limiter la **CROISSANCE**, voire de l'arrêter pour écarter les dangers et notamment la catastrophe écologique qui menace, selon eux, la planète. Ils dénoncent également les nombreux gaspillages qu'entraîne la **SOCIETE DE CONSOMMATION**.

2.3.3. Les actions sociales : quel rôle pour l'Etat ?

La hausse globale du niveau de vie des Français durant la période des **TRENTE GLORIEUSES** ne doit pas dissimuler que la société française demeure très inégalitaire et que nombreux sont ceux qui, malgré les progrès de l'**Etat-providence**, restent sur les marges de la **SOCIETE DE CONSOMMATION**. Le 1^{er} février 1954, l'**ABBE PIERRE (HENRI GROUES, DIT)** alerte ses compatriotes sur les conditions de dénuement dans lesquelles certains doivent affronter les rigueurs de l'hiver. On découvre qu'il manque alors 4 millions de logements pour faire face aux insuffisances d'un habitat vétuste et marqué par les destructions de la guerre. On dénombre 90% d'habitations ne possédant ni douche, ni baignoire. On constate que les bidonvilles perdurent sur la périphérie des grandes villes et que certains de ses occupants y vivent dans une extrême précarité. On remarque enfin que la modernisation de l'habitat dans les campagnes se révèle plus lente encore que dans les villes.

La perception de l'État a été bouleversée au long de la période. La Libération le concevait comme un instrument de la reconstruction, par un rôle multiple de patron (nationalisations), de décideur (planification, grandes commandes), d'arbitre économique (lois sur le travail) et de garant des minima sociaux (**Etat-providence** : Sécurité sociale en 1945). Plusieurs actions sociales ont été menées : aides à l'emploi (création de l'ANPE en 1967, du SMIC en 1970), aides aux personnes âgées par augmentation des retraites et minimum vieillesse, aides aux familles comme les allocations jeune enfant, les congés de maternité, bourses d'étude. Mais la dépression des années 1970 a suscité, pour compenser les dépenses croissantes, une hausse peu efficace des prélèvements obligatoires (35 % du PIB en 1971, 39,6 % en 1978, 44,6 % en 1983), ce qui a rendu l'État impopulaire. L'échec de la **relance** keynésienne de

1981 et la vague néolibérale (M. Thatcher, R. Reagan) ont dessiné un désengagement progressif de l'État (privatisation, libéralisation des marchés d'ailleurs imposée par l'Europe). Sa fonction sociale (redistribution des richesses, réduction des inégalités) persiste, mais, pour la droite, l'État doit encore réduire sa toute-puissance (nombre de fonctionnaires) au profit du privé.

La prospérité n'a pas été également partagée et la pauvreté atteint aujourd'hui de nombreux exclus de la **CROISSANCE** (chômeurs, jeunes de 15 à 25 ans, femmes à la tête d'une famille monoparentale, Sans domicile fixe...) qui survivent grâce au *revenu minimum d'insertion (RMI) institué en 1988* (1,18 million de foyers touchent les 440 euros en 2007) met à la Couverture maladie universelle (CMU) instaurée en 2000 (mais limitée par la suite). 7 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et sont surtout aidées par des associations caritatives (voir les « Restos du cœur » ou le nouvel appel au secours de l'*ABBE PIERRE (HENRI GROUES, DIT)* le 1^{er} février 1994, 40 ans exactement après celui de l'hiver 1954 !). De plus, le financement de la Sécurité sociale pose aujourd'hui des problèmes de fonctionnement à cause de la diminution du nombre d'actif par vieillissement de la population.

Conclusion

- réponse à la problématique :

Depuis quarante ans, la France a connu une « seconde révolution ». La société des années 2000 n'a rien à voir avec celle des années 1950 : beaucoup plus mobile, individualiste, différenciée, écartelée, proche des autres cultures du monde. La plupart des modifications qui touchent la France sont des modifications que l'on retrouve dans les grands pays industriels. Mais, il est difficile de lui trouver une unité sociale : la France des années 2000 est une France éclatée ethniquement, socialement, ou dans ses différentes générations, ce qui se traduit sur le plan social par des accrochages et des incompréhensions.

- ouverture du sujet :

On assiste aussi à un recul des valeurs du début du siècle (syndicats, religion, partis politiques, élections) et un renouveau de l'extrémisme politique et religieux (sectes, intégrisme).

Leçon n° 3. L'évolution des croyances, des pratiques culturelles et des mentalités

Introduction

- définition du sujet (termes et cadrage) :

La « France, vieux pays chrétien », est marquée par la spécificité de sa **laïcité**. Plus largement, au niveau culturel, on a pu analyser la société française comme différente de ses voisines et marquée par l'« exception ».

- problématique :

La France est-elle devenue moins catholique ? Déclin ou essor de la religion ?

Assiste-t-on aujourd'hui au triomphe du **communautarisme** et à la fin du consensus républicain ?

En quoi le mouvement de mai 1968 illustre l'émergence de la jeunesse comme nouvel acteur dans la société ?

La massification de l'enseignement permet-elle à tous de réussir ?

Jusqu'à quel point peut-on parler de **démocratisation** de la culture ? Une culture démocratisée ou massifiée ?

- annonce du plan :

Nous examinerons d'abord tout au long de la période l'évolution des croyances, avant d'étudier la montée de la **CULTURE DE MASSE**. Nous verrons enfin comment sont prises en compte les discriminations.

3.1. L'évolution des croyances

3.1.1. Une religion très présente dans les années 1950

Au sortir de la guerre, rares sont les régions coupées des traditions chrétiennes. Ainsi l'Église catholique baptise-t-elle neuf enfants sur dix et marie-t-elle huit couples sur dix dans les années 1950. L'après-guerre apparaît même comme l'un des apogées du catholicisme français, ce que reflète plus tard l'intérêt suscité par le concile œcuménique Vatican II (1962-1965) et ses essais de rénovation.

3.1.2. La **CRISE** du catholicisme à partir des années 1960

Mais l'érosion de la place du religieux est manifeste au fil des **TRENTE GLORIEUSES**. La pratique religieuse (messe le dimanche, baptême, mariage et obsèques à l'église) et les vocations (prêtres) ont beaucoup baissé après 1950. On parle de **DECHRISTIANISATION**, de recul profond de la pratique individuelle et collective (assistance au culte, prière, pèlerinage) dans une population et d'affadissement, voire de perte, de ses convictions religieuses (23 % de sans religion aujourd'hui). Ce recul des valeurs traditionnelles doit être associé au recul de la vie en milieu rural. Compte tenu de sa position dominante, le catholicisme est le plus touché, et la **CRISE** qui l'affecte à partir des années 1960 retentit sur tout le dispositif social, symbolique et spirituel.

3.1.3. Un nouveau paysage spirituel

À la suite de ces évolutions et de nombreuses autres, le paysage religieux français contemporain apparaît contrasté et fluctuant. Le judaïsme et l'islam (seconde religion en France), renouvelés par des apports migratoires, se sont donné une plus grande visibilité communautaire. Les Églises chrétiennes, ébranlées, demeurent une instance de transmission et d'activité caritative sans beaucoup d'équivalents dans la société civile. De plus, depuis 1980, on parle d'un renouveau chrétien : légère reprise des vocations, succès des voyages du Pape Jean-Paul II, surtout auprès des jeunes (Journées mondiales de la jeunesse ou JMJ).

L'émergence de nouveaux courants spirituels (essor du bouddhisme) ou, dans un tout autre registre, le succès de l'ésotérisme, de la voyance ou de l'astrologie manifestent une religiosité diffuse, une recherche d'équilibre et des besoins de certitudes malgré des dérives (sectes, **islamisme**). La modernité est soumise à un questionnement inquiet. La religion, souvent refuge en temps de **CRISE**, deviendrait une construction plus individuelle et subjective.

3.2. La montée de la **CULTURE DE MASSE** : vers la **démocratisation** et la diversification ?

3.2.1. Le développement d'une **CULTURE DE MASSE** et des études longues

La montée en puissance d'une **CULTURE DE MASSE** fondée sur le son et l'image est un trait majeur du second XXe siècle. Tous les indicateurs montrent une diffusion de la culture en France : niveau croissant des études, budget des ménages (5 % en 1950, 7,5 % en 2000) et de l'État (doublement dans les années 1980), essor de la radio, de la télévision puis d'Internet. Cette **CULTURE DE MASSE** concourt à la **dislocation des cultures closes** (celles des terroirs et des groupes socioprofessionnels comme les cultures ouvrière et paysanne) et à l'uniformisation de la

société. Caractérisée par la consommation en très grand nombre de spectacles (on parle parfois d'une « **société du spectacle** » après *GUY DEBORD*) et d'objets culturels identiques, elle se diffuse par de multiples canaux. Mais c'est avec la télévision (16h par semaine par personne aujourd'hui) qu'elle entretient les rapports les plus étroits : ils font de cette dernière le média souverain de la période, même s'il est loin d'être hégémonique (de 1958 à 1978, la radio triple son parc). On peut aussi évoquer le cas du succès des blogs sur Internet (6 millions aujourd'hui en France).

Le niveau croissant des études est un autre trait important : en 1950, 5 % d'une classe d'âge obtient le baccalauréat pour 20 % en 1970, 36 % en 1989, 63 % en 1995 et près de 70 % aujourd'hui. La volonté politique d'une **démocratisation** de l'enseignement se concrétise par tout un ensemble de mesures : la construction d'établissements (collèges, puis lycées), la part grandissante du budget consacrée à l'éducation. L'école pour tous devient un objectif politique et social majeur. L'obligation scolaire portée à 16 ans dès 1959, la réforme Haby du collège unique en 1975, la diversification des filières de formation, entraînent tout à la fois un accroissement considérable des effectifs scolaires et une élévation notable du niveau moyen des études. L'explosion des effectifs s'est d'abord faite dans les collèges dans les années 1960 (le nombre d'élèves double en dix ans), puis dans les lycées, qui prennent le relais dans les années 1980. Au total, le nombre de collégiens a été multiplié par 2,5 et le nombre de lycéens par 3,5 en quarante-cinq ans. On peut donc parler d'une **MASSIFICATION SCOLAIRE** qui a été décidée par l'État (objectif des 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat en 1985) pour favoriser la promotion sociale puisque tous les enfants sont désormais scolarisés jusqu'à 16 ans. Mais on s'aperçoit en fait, surtout à partir des années 1970, que les origines sociales sont toujours déterminantes dans la réussite scolaire et que l'inégalité des chances persiste. Autrement dit, l'école ne permet pas à tous de réussir et massification ne rime pas avec **démocratisation de l'enseignement**.

3.2.2. Apparition d'une « **culture jeune** » et évolution ambiguë de la **culture « cultivée »**

En 1963 et 1964 deux tiers des 14-20 ans (la génération yé-yé) lisent le mensuel *Salut les copains* : on parle de l'émergence d'une « **culture jeune** » qui s'individualise de plus en plus. La « **culture jeune** » des années 1960 se définit surtout par opposition avec la génération précédente, celle des « croulants » et du triptyque « métro-boulot-dodo ». Elle veut être une sorte de contre-culture en rupture avec les valeurs traditionnelles (religieuses, familiales, culturelles). Les jeunes adoptent pour s'émanciper de leurs aînés des codes vestimentaires (jeans) et un langage distinctifs (fondé notamment sur l'anglais), ils ont leurs propres rites et leurs héros (ou idoles), essentiellement des groupes de rock (Johnny, Sylvie et les autres). La **culture jeune** est en effet une culture consumériste de l'image et du son, la culture écrite étant peu à peu supplantée par la culture audiovisuelle. Le rôle croissant de la télévision explique aussi en partie la place croissante du sport dans la culture des jeunes et la fascination qu'exercent sur eux les footballeurs (qui culmine avec la victoire de l'équipe française « black-blanc-beur » lors de la coupe du monde de 1998, regardée par 23 millions de personnes en France et célébrée par un million de Français sur les Champs-Élysées).

Dans ce contexte, la **culture « cultivée »** ou culture « savante » est l'objet d'une évolution ambiguë : nombre de ses vecteurs (enseignement secondaire et supérieur, livres, revues de haute vulgarisation, expositions, etc.) et de ses thématiques sont plus répandus qu'avant-guerre ; parallèlement, elle est mise en concurrence et relativisée par la critique des hiérarchies dont est porteur l'esprit de 1968. Même si les éditions de poche permettent une diffusion élargie de la littérature, les Français lisent moins. En 1980, la mort de *JEAN-PAUL SARTRE*, maître à penser de toute une génération avide de contestations, symbolisa le déclin des grands systèmes de pensée (même si certains se demandaient s'il valait mieux avoir tort avec *JEAN-PAUL SARTRE* que raison avec *RAYMOND ARON*). On glissa vers une sociologie de **CRISE** (*PIERRE BOURDIEU*), une philosophie de **CRISE** (Bernard-Henry Lévy) et une littérature de **CRISE** (Michel Houellebecq).

Mais les barrières tendent à disparaître entre les tenants d'une culture « savante » et ceux qui participent d'une culture jugée plus « populaire ». Jamais les Français n'ont autant visité les musées ou pratiqué un tourisme de découverte, jamais les grandes expositions n'ont attiré autant de monde, jamais les associations à vocation culturelle n'ont réuni autant d'adhérents... Et le succès des Fêtes de la musique et du cinéma ou celui des Journées du patrimoine plaident également en ce sens. La massification des pratiques culturelles a bien été l'une des caractéristiques de la société française depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le phénomène de diversification culturelle accompagne la massification et il s'observe dans plusieurs sphères de la société avec la délimitation de « cibles » relayées par les médias : femmes, cadres, seniors, groupes communautaires... font l'objet d'attention particulières qui confirment la différenciation des pratiques culturelles en même temps que leur marchandisation croissante. Mais cette **démocratisation** a-t-elle changé l'offre culturelle ? En d'autres termes, une pratique de masse, avec ses implications nécessairement marchandes, ne débouche-t-elle pas aussi sur une certaine **uniformisation de la culture** ?

3.2.3. Les contradictions culturelles et les problèmes de la marchandisation et de l'uniformisation

Le rôle de l'État est essentiel dans le développement culturel. L'État agit sur l'offre culturelle en ouvrant des bibliothèques ou des musées ou en leur accordant des subventions dans le cadre de sa politique culturelle. Les

ministres *ANDRE MALRAUX* ou *JACK LANG*, les présidents Pompidou et Mitterrand ont impulsé une politique culturelle active. Le *ministère des Affaires culturelles est créé en 1958* et confié à l'écrivain engagé *ANDRE MALRAUX* durant dix ans (1958-1969) ; celui-ci promut la culture classique et le patrimoine, mais s'intéressa aussi aux jeunes (Maisons des jeunes et de la culture, MJC), qui lui reprochèrent en mai 1968 un trop grand conservatisme. *JACK LANG*, ministre attribué de F. Mitterrand pour la Culture pendant une décennie (1981-1986, 1988-1992) fut partisan d'une ouverture tous azimuts de la culture, en multipliant les initiatives (radios libres, fête de la Musique, journées du Patrimoine) et en encourageant la création moderne et les arts mineurs ; mais parfois au détriment de la qualité artistique. Les présidents de la République ont été également souvent à la pointe du mouvement avec une politique de grands travaux comme ceux qui ont abouti à la création du centre Beaubourg, que l'on doit à Georges Pompidou, de l'opéra Bastille ou de la Bibliothèque nationale de France (BNF) voulus par François Mitterrand. Par la suite l'Etat s'est plus désengagé, comme en a témoigné la **CRISE** des intermittents du spectacle. Le secteur privé investit aujourd'hui grandement non seulement le secteur culturel mais aussi éducatif.

L'histoire culturelle contemporaine témoigne donc de nombreux contrastes : **CULTURE DE MASSE** mais privatisation des pratiques culturelles permise et encouragée par le progrès technologique, uniformisation mais constat au fil des enquêtes du maintien de fortes distinctions culturelles entre groupes sociaux (voir par exemple la culture « ethnique » comme le rap). S'il est vrai que l'offre culturelle est de plus en plus importante et que ceux qui ont accès aux œuvres artistiques, aux films, à la musique, aux événements sportifs sont de plus en plus nombreux, il n'en reste pas moins que l'écart entre une culture élitiste et une culture populaire existe toujours. Les fossés entre les différentes cultures sont très marqués sociologiquement. En fait, on assiste davantage à une uniformisation qu'à une réelle **démocratisation**. Ainsi, les sorties culturelles « nobles » (musées, théâtres, concerts de musique classique) restent cantonnées à une partie restreinte de la population alors que les médias diffusent une culture populaire de plus en plus standardisée dans laquelle le divertissement prime souvent sur la création. Les pratiques culturelles se sont donc massifiées (course à l'audimat, télé-réalité, starisation), fréquemment aux dépens de la qualité du contenu.

3.3. La prise en compte des discriminations

3.3.1. Quelle place pour les particularismes et les groupes minoritaires ou religieux en République ?

L'unicité et l'indivisibilité de la République pose la question de la prise en compte des groupes particuliers. On assiste à la fin du siècle à une mise en place de lois et mesures visant à faciliter l'intégration des handicapés, des immigrés ou la reconnaissance des homosexuels (Pacte civil de solidarité ou PACS). Une véritable politique de quotas (discrimination positive) se met en place pour certaines catégories. A cela s'ajoute la question de la **laïcité**, remise en question avec la montée du religieux, notamment de l'Islam (foulard). Un courant libéral prône alors le désengagement de l'Etat et une gestion non plus globale mais communautarisée, sur le modèle anglo-saxon. Le modèle culturel républicain de l'Etat-nation est donc aujourd'hui largement mis à mal.

3.3.2. La lutte contre le sexisme

La fin des années 1960 est marquée par une forte montée d'associations féministes comme le MLF (Mouvement de Libération des Femmes) exigeant pour les femmes le libre choix de la maternité. Déjà, en **1967**, elles avaient obtenu le *droit à la contraception orale avec la pilule contraceptive (loi Neuwirth)*. En 1971, le « Manifeste des 343 » associé à des personnalités connues (M. Duras, S. de Beauvoir, C. Deneuve...) des femmes demandant la légalisation de l'avortement. Il est alors de notoriété publique que, chaque année, des dizaines de milliers de femmes avortent dans la clandestinité (250 000 selon certaines évaluations). La figure la plus emblématique de ce combat pour la condition féminine est *SIMONE VEIL*, qui contrairement à une majorité de la droite de l'époque, accepte les changements moraux révélés en mai 1968. En 1974, le nouveau président de la République Valéry Giscard d'Estaing incite le gouvernement à rédiger un projet de loi relatif à l'avortement, fermement récusé par l'Eglise catholique. Ministre de la Santé du gouvernement Chirac de 1974 à 1979, Simone Veil a donné son nom à la *loi autorisant l'avortement en milieu médical (IVG ou interruption volontaire de grossesse)*, adoptée après de vifs débats au sein de son propre camp, le **26 novembre 1974**. La loi est votée avec l'appui des députés de gauche.

L'EMANCIPATION FEMININE en France, phénomène majeur de la seconde moitié du XXe siècle, est loin d'avoir été menée à son terme. La société masculine se révèle réticente aux évolutions pouvant conduire à une redéfinition des relations à l'intérieur du couple, de la famille ou dans la sphère du travail. Même reconnue, la possibilité pour les femmes d'accéder aux plus hautes responsabilités, politiques ou économiques notamment, est encore limitée. Et chaque avancée dans cette voie suscite des débats animés (voir les discussions autour de la loi contre le harcèlement sexuel). En **2000**, *la loi sur la parité en politique* révèle la force mais aussi les faiblesses de la place des femmes dans la société : la politique des quotas est-elle la seule susceptible de faire évoluer les mentalités ? Dans les faits, si la liberté des femmes progresse notablement, l'égalité demeure pour elles un objectif difficile à atteindre. Alors même que le mariage décline et que le nombre des divorces s'accroît (37 % des enfants naissent aujourd'hui hors mariage et les familles monoparentales ou recomposées se multiplient), l'image de la

femme au foyer, maîtresse de l'ordre domestique, demeure encore prégnante (voir les publicités dégradantes comme par exemple le cas de la crème fraîche Babette). Les femmes paient l'accès à l'autonomie par un alourdissement de leurs tâches (80 % d'entre elles assurant encore la production domestique !). Les représentations traditionnelles de la femme sont révélatrices des résistances exprimées face à cette évolution de son statut économique et social. Et la nécessité de mettre en place des lois concernant la discrimination ou le harcèlement sexuel au travail, ou encore la parité en politique, montre que toutes les sphères d'activité sont concernées par des attitudes ségrégatives ou dépréciatives à leur égard.

Conclusion du chapitre

- réponse à la problématique :

La rapidité des mutations dont la population française a été l'objet durant la seconde moitié du XXe siècle fut éclatante. Elles ne revêtent cependant pas un caractère d'exception dans le monde occidental : tous les pays ont connu de semblables évolutions qui, en deux générations, ont bouleversé les paysages sociaux et les mentalités. Celles-ci ont conduit à l'avènement d'une société plurielle, plus dynamique mais malgré tout en proie aux doutes quant à sa capacité d'adaptation dans le contexte de la mondialisation. Malgré la montée du chômage, le confort des foyers et l'équipement des ménages n'ont cessé de progresser (plus de 90% des foyers équipés de TV couleurs aujourd'hui). Tel est un des paradoxes de notre société contemporaine.

On remarquera que la France, par bien des aspects, demeure marquée par son histoire et par les pesanteurs de la tradition, ce qui confère à son modèle social une originalité certaine, dont témoignent les doutes quant à sa faculté de préserver la cohésion sociale nécessaire au modèle républicain.

Fiche bilan - Séquence n° 10 : **Économie, société, culture en France depuis 1945**

Notions de base

CROISSANCE / CRISE
TRENTE GLORIEUSES / RECESSION
SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION
TERTIARISATION
URBANISATION
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
CULTURE DE MASSE
CHOMAGE DE MASSE
MASSIFICATION SCOLAIRE
EMANCIPATION FÉMININE
DECHRISTIANISATION

Notions secondaires :

fordisme / toyotisme
 salarisation
 précarité de l'emploi
 baby boom
 Etat-providence
 relance / rigueur
 exode rural / « fin des paysans »
 périurbanisation / rurbanisation
 ghettoïsation / exclusion
 laïcité
 islamisme
 individualisme
 dislocation des cultures closes
 uniformisation de la culture
 société du spectacle
 démocratisation de l'enseignement / de la culture
 culture jeune
 culture cultivée (ou savante)
 exception culturelle
 fracture sociale
 communautarisme

Vocabulaire spécifique :

mécanisation / robotisation
 nationalisation / privatisation
 planification
 prélèvements obligatoires
 interventionnisme
 baby krach / papy boom
 parité
 sécularisation / spiritualisation
 ésotérisme
 col bleu / col blanc
 autorité parentale
 grands ensembles / banlieues pavillonnaires
 culture urbaine
 sans-papier
 structuralisme
 collège unique
 télé-réalité

Repères chronologiques sur la société

Colorier en bleu ce qui concerne la place des femmes

1944 : Droit de vote accordé aux femmes

1945 : 1^{er} vote des femmes aux municipales (avril) ; **Ordonnances sur la Sécurité sociale (octobre)**

1947 : grèves révolutionnaires organisées par le PCF (novembre) ; scission entre les syndicats CGT et FO (décembre) ; 1^{ère} femme ministre (Santé publique et Population)

1949 : *Le Deuxième Sexe*, de Simone de Beauvoir

1950 : Création du SMIG (Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti) (février) ; Création des HLM (Habitation à Loyer Modéré)

1954 : appel de l'Abbé Pierre pour les sans-logis (1^{er} février)

1956 : Troisième semaine de congés payés (mars)

1957 : création des ZUP (zones à urbaniser en priorité) ; premier supermarché

1961 : grande grève des mineurs de Decazeville (décembre)

1963 : Premier hypermarché Carrefour (Sainte-Geneviève-des-Bois) ; création de la DATAR

1965 : loi sur la place de la femme dans le mariage (juillet) ; possibilité donnée aux femmes de travailler et d'ouvrir un compte en banque sans le consentement de leur mari

1967 : Loi Neuwirth sur la contraception (décembre) ; création de l'ANPE

1968 : mouvement étudiant puis ouvrier (mai)

1969 : Quatrième semaine de congés payés (mai) ; naissance du Mouvement de libération des femmes (MLF)

1970 : création du SMIC (janvier) ; l'autorité parentale se substitue à l'autorité paternelle

1973 : 400 000 chômeurs (3 %)

1974 : Droit de vote à 18 ans (juillet) ; création d'un secrétariat d'Etat à la Condition féminine (gouvernement Chirac) ; arrêt de l'immigration liée au travail

1975 : Loi Veil sur l'IVG (janvier) ; 1 million de chômeurs

1976 : Première femme candidate à l'élection présidentielle

1981 : abolition de la peine de mort, décentralisation ; mise en service du Minitel (juillet)

1982 : 5^e semaine de congés payés, retraite à 60 ans, 39 heures, avortement remboursé par la Sécurité sociale

1983 : 2 millions de chômeurs ; loi Roudy interdisant toute discrimination au travail

1984 : création de SOS Racisme

1988 : Création du RMI

1991 : Édith Cresson, 1^{ère} femme Premier ministre (mai)

1992 : Loi contre le harcèlement sexuel au travail

1993 : 3 millions de chômeurs

1995 : grandes grèves contre le plan Juppé (décembre)

1996 : Première femme spatonaute

1997 : mouvement des chômeurs

1998 : loi Aubry sur la semaine de 35 heures (juin) ; la France championne du monde de football (juillet)

1999 : vote du PACS (octobre)

2000 : Loi sur la parité en politique (1^{ère} application aux municipales de mars 2001) ; grèves enseignantes contre le ministre Claude Allègre ; mise en place de la CMU

2003 : manifestations contre la loi sur les retraites (mai)

2005 : Violentes émeutes dans les banlieues (novembre)

2006 : Violentes manifestations contre le CPE (mars-avril)

<p><i>Sigles :</i></p> <p>HLM / ZUP / ZEP DATAR / DIACT IVG PACS SMIG / SMIC ANPE RMI CDD / CDI CMU SDF MLF ORTF CPE</p> <p><i>Lieux clés :</i></p> <p>Le Quartier latin à Paris en mai 1968 (et ses murs) La ville et la rame de métro L'école et l'université Le village déserté / La mine fermée Banlieues, grands ensembles et villes nouvelles Le supermarché Les lieux de loisirs (les stations balnéaires méditerranéennes des années 1970, le Club Med, les salles de concert, les multiplexes...) La MJC L'ANPE / Foyers Emmaüs / Restos du coeur Les grands projets architecturaux (centre Beaubourg, BNF, Arche de la Défense, Pyramide du Louvre, Musée d'Orsay, Opéra Bastille)</p>	<p><i>Repères chronologiques sur l'économie :</i></p> <p>1944 : nationalisation des houillères du Nord-Pas-de-Calais (décembre) 1945 : nationalisation de Renault (janvier) 1947-1952 : application du plan Marshall en France 1958 : Plan Pinay-Rueff, ouverture économique, nouveau franc 1973 : 1^{er} choc pétrolier, fin des TRENTE GLORIEUSES (octobre) 1975 : la CROISSANCE est négative (1^{ère} fois depuis la guerre) 1976 : Raymond Barre lance une politique de rigueur (août) 1981 : la gauche au pouvoir (mai), vague de nationalisations 1983 : les socialistes reviennent à la rigueur (juillet) 1986 : la droite au pouvoir (mars), privatisations et libéralisation 1987 : Krach boursier (19 octobre) 1993 : CROISSANCE négative, apogée du chômage, vague de privatisations</p> <p>2002 : mise en circulation de l'Euro (1^{er} janvier) ; fin de la circulation du Franc (17 février) 2004 : Fermeture du dernier puits de charbon</p> <p><i>Repères chronologiques sur la culture :</i></p> <p>1944 : création du journal <i>Le Monde</i> (décembre) 1946 : Premier Festival cinématographique de Cannes (mai) ; la 4 CV Renault, voiture à succès (octobre) 1948 : la 2 CV Citroën, voiture mythique 1949 : Premier journal télévisé (Pierre Sabbagh) (juin) ; création du magazine <i>Paris-Match</i> 1953 : apparition du Livre de Poche (Hachette) 1954 : création du Tiercé 1955 : création de la radio Europe 1 1958 : création du Ministère des Affaires culturelles, confié à ANDRE MALRAUX ; Claude Lévi-Strauss et le structuralisme ; essor de la télévision 1959 : l'école obligatoire jusqu'à 16 ans (au lieu de 14) (janvier) ; la nouvelle vague au cinéma (JEAN-LUC GODARD OU FRANÇOIS TRUFFAUT) ; 1^{ère} émission de <i>Salut les copains</i> 1962 : ouverture du concile Vatican II à Rome (octobre) 1963 : concert « yé-yé » place de la Nation (22 juin) 1964 : débuts de la 2^e chaîne de télévision ; JEAN-PAUL SARTRE refuse le Prix Nobel de littérature (décembre) 1965 : <i>Les Choses</i>, de Georges Perec 1970 : 69% des ménages ont la télévision 1971 : débuts de la 3^e chaîne de télévision, chaîne des régions 1974 : éclatement de l'ORTF (août) 1975 : réforme Haby sur le collège unique (juillet) 1978 : inauguration du Centre Georges-Pompidou à Paris 1981 : prix unique du livre 1982 : 1^{er} bébé éprouvette français, Amandine (février) ; naissance des radios libres privées ; 1^{re} Fête de la Musique (juin) 1986 : Loi sur l'audiovisuel 1989 : 1^{er} incident relatif au port du voile islamique à l'école 1992 : La Cinq cesse ses émissions de télévision (avril) ; débuts d'Arte, chaîne culturelle franco-allemande (mai) 1993 : ouverture d'Eurodisney (Disneyland Paris) 2000 : succès du film <i>Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain</i> 2002 : Loft Story et le succès de la télé-réalité (avril) 2004 : loi sur la laïcité</p>
---	---

Personnages clés :

<i>RAYMOND ARON</i>	<i>LE CORBUSIER</i>
<i>PIERRE BOURDIEU</i>	<i>ANDRE MALRAUX</i>
<i>DANIEL COHN-BENDIT</i>	<i>ABBE PIERRE (HENRI GROUES, DIT)</i>
<i>GUY DEBORD</i>	<i>JEAN-PAUL SARTRE</i>
<i>JEAN-LUC GODARD OU FRANÇOIS</i>	<i>JACQUES TATI</i>
<i>TRUFFAUT</i>	<i>SIMONE VEIL</i>
<i>JACK LANG</i>	

Textes de référence :

Une France ankylosée, P. Mendès France, discours du 21 novembre 1953
Discours de L. Neuwirth à l'Assemblée nationale sur la contraception, 1^{er} juillet 1967
Extraits de la déclaration de Georges Pompidou devant l'Assemblée nationale (14 mai 1968)
La société vue par le général de Gaulle, entretien avec Michel Droit le 7 juin 1968
Les transformations des conditions de vie en France d'après *Le Monde*, 25 septembre 1968
La « nouvelle société », discours de J. Chaban-Delmas à l'Assemblée, 26 juin 1969
Georges Pompidou, « Déclarations sur l'art et l'architecture », *Le Monde*, 17 octobre 1972
Le président Pompidou s'adresse aux Français, 31 décembre 1973
L'abaissement de la majorité à 18 ans, Jean Lecanuet à l'Assemblée nationale, 25 juin 1974
Discours de S. Veil à l'Assemblée nationale le 26 novembre 1974 sur l'IVG
Les transformations de la société d'après V. Giscard d'Estaing (*Démocratie française*, 1976)
F. Mitterrand fait le bilan de sa politique culturelle, *Lettre à tous les Français*, 1988
« Qu'est-ce qu'un catholique ? », René Rémond, *L'Histoire*, mai 1996

Problématiques :

Comment peut-on expliquer le caractère exceptionnel des « **TRENTE GLORIEUSES** » ?
Quels bouleversements la **CROISSANCE** économique des « **TRENTE GLORIEUSES** » a-t-elle provoqué dans la société ?
CRISE, RECESSION ou dépression de la fin de siècle ?
Quels ont été les effets de la **RECESSION** sur la société française ?
Le monde du travail s'unifie-t-il ou se diversifie-t-il ?
La **RECESSION** a-t-elle interrompu la mutation des modes de vie ?
La société ressort-elle des mutations socio-économiques plus unifiée ou au contraire fragilisée ? A-t-elle connu l'uniformisation ou la fracture ?
Quel est le retentissement des évolutions économiques et sociales sur les loisirs et la culture en France ?
Le modèle économique français de « capitalisme à impulsion étatique » existe-t-il encore ?
Comment expliquer que l'Etat laisse progressivement plus de place au libéralisme ?
L'Etat, mal ou remède ?
La société française est-elle encore différente de ses voisines ou vivons-nous la fin de l'« exception française » ?
En quoi les mutations économiques modifient-elles les rapports entre les Français et leur espace de vie ?
Peut-on parler d'un triomphe de la ville ?
La place des femmes dans la société a-t-elle évolué dans le sens de l'égalité entre hommes et femmes ?
Jusqu'à quel point peut-on parler de « **fracture sociale** » ?
Comment l'intégration peut-elle se poursuivre dans une société duale, marquée par l'**exclusion** et la **précarité** ?
Comment peut-on expliquer la spécificité de la **laïcité** française ?
Quelles nuances faut-il apporter à l'expression « France, vieux pays chrétien » ?
La France est-elle devenue moins catholique ?
Déclin ou essor de la religion ?
Assiste-t-on aujourd'hui au triomphe du **communautarisme** et à la fin du consensus républicain ?
En quoi le mouvement de mai 1968 illustre l'émergence de la jeunesse comme nouvel acteur dans la société ?
La massification de l'enseignement permet-elle à tous de réussir ?
Jusqu'à quel point peut-on parler de **démocratisation** de la culture ?
Une culture démocratisée ou massifiée ?

Fiche de révision - Séquence n° 10 : **Économie, société, culture en France depuis 1945**

	La France et les Français à la fin des années 1950	La France et les Français aujourd'hui
<i>Economie</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Économie en pleine CROISSANCE (TRENTE GLORIEUSES). - Modernisation des structures grâce à un rôle accru de l'État (planification). 	<ul style="list-style-type: none"> - Économie en mutation : restructurations. - Désengagement de l'État d'un certain nombre de secteurs (automobile, banques...).
<i>Société</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Population en augmentation : baby boom. - Élévation du niveau de vie grâce à la CROISSANCE et à l'Etat-providence. - Entrée dans la SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION. - Élévation du niveau d'instruction. - Société en voie de TERTIARISATION. - URBANISATION croissante (exode rural) et pénurie de logements. - Appel massif à l'immigration. 	<ul style="list-style-type: none"> - Population vieillissante du fait du papy boom. - Population au niveau de vie élevé mais des inégalités très fortes - Société de loisirs. - MASSIFICATION SCOLAIRE. - Société TERTIARISÉE. - Population urbanisée à 80 %. - CRISE urbaine. - Immigration stoppée.
<i>Travail</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Plein emploi. - Développement du salariat. 	<ul style="list-style-type: none"> - Un chômage qui reste élevé. - Salariat généralisé. - Droits accrus des salariés.
<i>Place des femmes</i>	<ul style="list-style-type: none"> - L'arrivée des femmes sur le marché du travail. - Début de la lutte pour leur émancipation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les femmes représentent presque la moitié de la population active. - Libération mais inégalités économiques et sous-représentation dans la vie politique.
<i>Valeurs</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Solidarités religieuses et politiques maintenues. - Rôle central de la famille. - Politique d'intégration des immigrés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Victoire de l'individualisme. - Familles en mutation. - CRISE de l'intégration.
<i>Culture</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Démocratisation culturelle encouragée par l'État qui prend en charge la culture en la subventionnant. - Rôle fondamental des intellectuels. 	<ul style="list-style-type: none"> - Démocratie culturelle. - Rôle maintenu de l'État dans la promotion de la culture (exception culturelle). - Fin des idéologies.

